

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

PRESTATIONS DE TIERS-ARCHIVAGE : EXTRACTION, TRANSFERT, STOCKAGE ET REIMPLANTATION D'ARCHIVES

Personne publique : Archives nationales du monde du travail
78 boulevard du Général Leclerc
CS 80405
59057 ROUBAIX CEDEX 1
Tél. : 03 20 65 38 00

Représentée par : Madame la Directrice

Comptable assignataire : Direction départementale des finances publiques de la Somme, 16
rue du grand Vidame 80010 AMIENS CEDEX 1

Mode de consultation : appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-1 à R. 2161-5 du code de la commande publique

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

12 février 2021 17h00

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la prestation de tiers-archivage comportant l'extraction, le transfert, le stockage et la réimplantation des archives des magasins 2-1, 2-2, 2-3 et 2-5 des Archives nationales du monde du travail (ANMT), situées à Roubaix.

La description technique détaillée des prestations du marché se trouve dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Ce marché est constitué d'un lot unique.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure de consultation et forme du marché

La présente consultation est organisée sous la forme d'un appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2161-1 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

La date limite de réception des offres est fixée au 12 février 2021 à 17h00.

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est prévue pour le mois de mars 2021. la date précise de début d'exécution sera précisée sur le courrier de notification ou ultérieurement par ordre de service.

2.2. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée maximum de trois ans à compter de la date de notification.

2.3. Obtention du dossier de consultation

Les candidats téléchargeront le dossier de consultation dans son intégralité via le site dont l'adresse internet est www.marches-publics.gouv.fr. L'ensemble de la procédure est dématérialisé.

Ils doivent renseigner, lors du téléchargement du DCE, le nom du candidat, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier, si besoin, de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou modifications.

2.4. Modifications de détail apportées au DCE

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente sera applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.6. Unité monétaire et dispositions financières

Les prix du marché sont des prix unitaires, révisables selon les dispositions prévues au CCAP. L'unité monétaire de ce marché est l'euro. Le délai de paiement est de 30 jours.

Les références du compte bancaire (compte commun en cas de groupement solidaire, un compte pour chaque membre en cas de groupement conjoint) sur lequel les paiements devront être effectués seront indiquées dans l'acte d'engagement. Un RIB sera joint, éventuellement pour chaque membre du groupement conjoint.

Les dépenses résultant du marché seront imputées au budget de l'État : programme patrimoine 0175, action 4 - patrimoine archivistique et célébrations nationales - BOP 0175-CPAT

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES ET PRÉSENTATION DES OFFRES

3.1. Composition du dossier de consultation des opérateurs économiques

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- Un acte d'engagement et son annexe.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- le bordereau des prix
- Le présent règlement de consultation

3.2. Groupement

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement doit détailler la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

Quelle que soit la forme de groupement, l'acte d'engagement doit être signé par les entreprises membres du groupement ou par le mandataire ayant reçu habilitation pour signer l'acte d'engagement.

3.3. Présentation et composition des offres

Les offres devront comporter les éléments suivants :

- une attestation sur l'honneur précisant que le candidat ne fait l'objet d'aucune des exclusions mentionnées aux articles L. 2141-1, L. 2141-2, L. 2141-3, L. 2141-4, L. 2141-5 du code de la commande publique ;
- une attestation relative au respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;
- une copie du jugement si le candidat est en redressement judiciaire ;
- les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager la société ;
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires correspondant aux services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années ;
- des références pour des prestations similaires réalisées au cours des 3 dernières années ;
- l'acte d'engagement dûment complétés, datés et signés par la personne habilitée à engager la responsabilité de l'opérateur économique ;
- un relevé d'identité bancaire ;
- Le bordereau des prix, qui sera annexé à l'acte d'engagement et vaudra pièce constitutive du marché ;
- le schéma d'organisation envisagée pour la réalisation des prestations précisant la composition de l'équipe, les qualifications du personnel, le matériel utilisé, le descriptif des prestations avec notamment les mesures prises en matière de sécurité des documents, les délais sur lesquels s'engage l'entreprise ;
- la méthodologie mise en œuvre pour la communication ponctuelle de documents pendant la phase de stockage.

3.4. Transmission des offres

Le dossier devra être transmis par voie dématérialisée, via le site www.marché-publics.gouv.fr.

Les offres déposées par voie électronique sur la plate-forme après la date limite de remise des offres de la présente consultation seront enregistrées. Les plis concernés ne seront pas ouverts et seront déclarés irrecevables.

3.5. formats de documents recommandés par l'acheteur

La personne publique recommande de recourir aux extensions de fichiers suivantes pour l'envoi de pièces de candidature et d'offre de la présente consultation : .doc, .xls, .pdf, .odt et les fichiers .zip si les fichiers sont conformes aux extensions décrites précédemment.

Les candidats qui recourent à un format autre que ceux listés ci-dessus devront, sous peine d'irrecevabilité des candidatures et des offres concernées, mettre à la disposition de la personne publique les moyens de lire les documents en question.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les documents transmis au format .exe ne seront pas acceptés dans le cadre de la présente consultation.

ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES

Concernant les critères de jugement permettant de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères hiérarchisés énoncés ci-dessous :

Critères de choix	Pondération
Critère 1 : valeur technique : Sur la base de la note méthodologique fournie par le candidat	60%
Critère 2 : prix	40%

ARTICLE 5 – PIÈCES A PRODUIRE PAR LE CANDIDAT PRESSENTI POUR L'ATTRIBUTION DU MARCHE

Le candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse devra fournir les documents mentionnés aux articles R. 2143-7, R. 2143-8 et R. 2143-9 du code de la commande publique.

A défaut de production de ces documents dans le délai fixé dans la demande adressée par l'acheteur, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu. Le pouvoir adjudicateur présentera la même demande au candidat classé second et ainsi de suite le cas échéant en suivant l'ordre de la liste.

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus auprès de Véronique ZIETECK – 03 20 65 38 35 ou 06 23 26 14 61
sg.anmt@culture.gouv.fr

Les renseignements relatifs aux archives peuvent être obtenus auprès de Raphaël BAUMARD – 03 23 65 38 31 ou 06 23 26 36 25
raphael.baumard@culture.gouv.fr

ARTICLE 7 – LITIGES

A défaut d'accord amiable, les litiges pouvant naître de l'application du marché relèvent du Tribunal administratif de Lille :

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
 CS 62039
 59014 Lille Cedex
greffe.ta-lille@juradm.fr